



Capitalisation
des expériences
en promotion
de la santé

Fiche de capitalisation

QUEER SEX & PRODS

Permanence communautaire LGBTQI+

Act Up Sud-Ouest



Résumé

Dans une approche de réduction des risques communautaire, l'association Act Up Sud-Ouest a imaginé en 2019 une permanence d'accueil collective et conviviale à destination des **usager·es** de drogues LGBTQI+ de Toulouse. Lancé en 2021, en partenariat avec l'association régionale Clémence Isaure et l'ENIPSE Occitanie / Le CeSaMe, ce dispositif unique en France, vise à créer des conditions d'accueil spécifiques aux besoins et attentes de personnes aux profils très divers mais qui partagent certaines discriminations et barrières d'accès aux soins. Pourquoi créer un dispositif à l'approche doublement communautaire ? Comment favoriser la confiance des publics LGBTQI+ dans ce dernier ? Et surtout, comment le maintenir dans le temps ? Ce sont ces défis d'adaptation constante qui sont explorés dans cette fiche de capitalisation.

Carte d'identité de l'intervention

Intervention	Queer Sex & Prods Permanence communautaire LGBTQI+
Porteur	Act Up Sud-Ouest
Thématique	Action communautaire de Réduction des Risques à destination des usager·es de drogues LGBTQI+ (hors milieu festif)
Population cible	Publics LGBTQI+ usager·es de substances psychoactives (légal·es ou illégales, quels que soient les modes, contextes et fréquences de consommation)
Dates du projet	Depuis novembre 2021
Milieu d'intervention	Intervention urbaine, en présentiel, au sein d'un CAARUD
Territoire concerné	Toulouse et ses alentours
Principaux partenaires	Association régionale Clémence Isaure via le CAARUD Intermède, ENIPSE Occitanie / Le CeSaMe (Centre Enipse de Ressources en Santé Mentale LGBT+)
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Assurer localement une veille sur les pratiques de consommations et leurs évolutions Transmettre les bonnes pratiques de RDR et promouvoir la prévention combinée Donner accès aux outils de RDR et encourager l'autonomisation des usager·es Atteindre des publics éloignés du système de soins, lutter contre leur isolement Développer un réseau de partenaires pour orienter les publics suivant leur situation
Stratégies mobilisées	<ul style="list-style-type: none"> Permanence d'accueil et de Réduction des Risques sous la forme d'une nocturne hebdomadaire autour de la RDR liée à la consommation de substances psychoactives et/ou à la santé sexuelle TROD et collecte d'échantillons de produits psychoactifs afin de les faire ensuite analyser Discussions collectives sur les sujets de préoccupation des publics Astreintes réalisées par une psychologue / sexologue Environ 7 séances collectives de sophrologie / an
Contributeur·trice	<p>Olivia Campagnolle</p> <p>Coordinatrice des actions de Réduction des Risques à destination des usager·es de drogues LGBTQI+ à Act Up Sud-Ouest</p> <p>Contact : prevention.olivia@actupsudouest.org</p> <p>Page Instagram du projet</p>
Accompagnateur·trice	<p>France FRIGOT</p> <p>Chargée d'études dans l'équipe SanteRCom du SESSTIM</p> <p>Contact : France.frigot@inserm.fr</p> <p>Site web du SESSTIM</p>
Méthodologie	Fiche réalisée sur la base d'un entretien de capitalisation conduit en mars 2024, par visioconférence, et de l'analyse des bilans qualitatifs du dispositif



Présentation de l'intervention

Act Up Sud-Ouest : prévenir et réduire les risques en matière de consommation de drogues et de santé sexuelle

Issue de la communauté LGBTQI+, Act Up Sud-Ouest lutte depuis presque 35 ans contre le VIH/Sida, en défendant l'accès à la santé de toutes les populations concernées par l'épidémie et en luttant contre les discriminations auxquelles elles font face. L'association est portée par un groupe de militant·es bénévoles (de taille et de composition variable), ainsi que par des salarié·es, dont les actions sont regroupées et organisées en trois pôles complémentaires :

- Le pôle « Accompagnement » s'adresse à des personnes discriminées en raison de leur statut sérologique (VIH et/ou hépatites), de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre, et les aide pour accéder à leurs droits sociaux et/ou de santé.
- Le pôle « Plaidoyer et Parcours de santé » assure des missions de représentation des usager·es du système de santé au sein de diverses antennes locales, régionales et nationales de veille sanitaire et sociale sur le VIH/Sida et les hépatites. Il est aussi capable de se mobiliser en réaction à l'actualité politique touchant les sujets de l'association.
- Le pôle « Prévention et Réduction des Risques » met en place des actions de réduction des risques pour tous publics en milieu festif dans toute l'Occitanie, ainsi que des actions communautaires hors milieu festif plus spécifiquement adressées aux publics LGBTQI+.

Au-delà de son action sociale et militante, Act Up Sud-Ouest s'attache à ancrer la prévention du VIH/Sida/hépatites/IST et la réduction des risques dans le long terme grâce à la constance et la proximité de ses actions et une capacité d'ajustement aux nouvelles informations, aux évolutions culturelles, sociales et épidémiologiques. L'action de l'association se caractérise aussi par des partenariats institutionnels, associatifs et professionnels au niveau de la région Occitanie.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la permanence *Queer Sex & Prods*, en partenariat avec l'association régionale Clémence Isaure et l'ENIPSE Occitanie, à la fois action de santé communautaire LGBTQI+ et démarche de promotion de la santé.

Agir face à la prévalence des consommations de substances psychoactives dans les communautés LGBTQI+¹

En France, La surexposition aux risques infectieux (VIH/IST) des minorités sexuelles et de genre font de la santé sexuelle un enjeu majeur de leur santé². Pour autant, depuis plusieurs décennies, la prévention du VIH et des IST est appréhendée au prisme d'autres dimensions de la santé³. Les

¹ L'acronyme LGBTQI+ désigne notamment les personnes appartenant aux communautés Lesbien·es, Gays, Bi·es, Trans et/ou non-binaires, Queers, Intersexes, ainsi que toutes autres personnes dont l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre se situe(nt) en dehors de la norme cis-hétérosexuelle.

² Velter A., Ousseine Y., Dupire P., Roux P., Mercier A. (2022), « Évolution du niveau de protection contre le VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes séronégatifs pour le VIH - Résultats de l'enquête Rapport au sexe 2017-2019-2021 », BEH 24-25, p.430-438.

³ Direction générale de la santé (2016), Stratégie nationale de santé sexuelle. Agenda 2017-2030, 74p.

approches et les interventions associatives envisagent plus étroitement les interactions entre la santé sexuelle, les parcours de vie (âge, migration...), la position sociale (précarité, identité...) mais aussi les consommations de produits psychoactifs. En effet, en France, les données scientifiques montrent des consommations plus importantes de psychoactifs chez les communautés LGBTQI+ que dans la population générale⁴. Par ailleurs, des associations comme Act Up travaillent sur les barrières d'accès aux services de santé des publics LGBTQI+, qui concernent autant la santé sexuelle que les usages de drogues.

Ces barrières sont multiples :

- La persistance de formes de LGBT-phobies⁵, symboliques ou matérielles, dans nos sociétés, notamment dans la sphère familiale, qui façonnent des parcours de vie marqués par l'expérience (ou l'anticipation) du rejet, des discriminations ou de la violence ;
- La persistance de formes de toxicophobie⁶ à l'encontre des personnes usager-es de drogues et pouvant être à l'origine de comportements de haine, de rejet, de stigmatisation et de discriminations ;
- Des trajectoires marquées par la gestion d'un stigmate potentiellement invisible, et les enjeux de secret et de honte que cela peut impliquer tout au long de la vie, notamment en cas de dévoilement de soi comme personne LGBTQI+ et/ou usager-e de drogues ;
- Les réticences d'un certain nombre de personnes LGBTQI+ et/ou d'usager-es de drogues à s'engager dans des parcours de prise en charge ou de soin, par crainte d'être mal reçues et/ou mal accompagnées ;
- Le manque de formation des professionnel·les de santé dans ces domaines, avec pour corollaire la rareté et l'inégale répartition géographique d'une offre de santé adaptée, et la surcharge de travail pour les quelques professionnel·les identifié·es comme « LGBTQI-friendly », « safe » ou « non-jugeant-es ».

A Toulouse, Act Up Sud-Ouest s'inscrit dans cette approche globale de la santé des publics LGBTQI+. A travers leurs actions de terrain et leur positionnement au sein des communautés LGBTQI+, les salarié-es et militant-es de l'association ont établi un diagnostic concordant avec les données scientifiques nationales : les usages de drogues variées sont assez largement répandus dans les communautés LGBTQI+ et les modes et pratiques de consommation sont très divers. Par ailleurs, ces pratiques ne se réduisent pas au *chemsex*⁷ (voir encadré ci-dessus), pratique la plus médiatisée ces dernières années mais qui ne concerne pas l'ensemble des personnes LGBTQI+.

⁴ Velter A., Saurel-Cubizolles M.-J., Lhomond B., 2019, « Consommation de substances psychoactives et orientation sexuelle: Enquête Presse Gays Lesbiennes 2011 en France », *Drogues, santé et société*, 17, 2, p. 1 27.

⁵ Les LGBTQI-phobies correspondent aux attitudes hostiles à l'égard des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

⁶ La toxicophobie désigne une peur et/ou un sentiment négatif ressenti à l'égard d'un-e usager-e de drogue.

⁷ Le chemsex désigne la prise de drogues lors de rapports sexuels à des fins d'augmentation du désir, du plaisir et des sensations. Il est pratiqué le plus souvent par des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes.

QUEER SEX & PRODS, permanence communautaire LGBTQI+ : combler l'absence de dispositif spécifique adressé aux publics LGBTQI+ usager·es de drogues à Toulouse par une permanence communautaire

Suivant ses missions de RDR, l'association a souhaité mettre en place un dispositif innovant, avec ses partenaires, pour créer un espace de réduction des risques liés aux consommations de substances psychoactives et/ou à la santé sexuelle à destination de l'ensemble des personnes LGBTQI+ de Toulouse ayant des pratiques de consommations de substances psychoactives – que celles-ci soient légales (alcool), à usage détourné (médicaments) ou illégales, et quel·les que soient le contexte et la fréquence de consommation.

Partant de ces constats et de cette volonté, en 2019, un groupe de militant·es bénévoles d'Act-Up Sud-Ouest a travaillé avec le responsable du pôle prévention et réduction des risques à l'écriture d'un projet visant à mettre en place un dispositif de RDR globale à destination des publics LGBTQI+ selon un cahier des charges contenant les objectifs suivants :

- Assurer localement une veille sur les pratiques de consos et leurs évolutions
- Transmettre les bonnes pratiques de RDR et promouvoir la prévention combinée
- Donner accès aux outils de RDR et encourager l'autonomisation des usager·es
- Atteindre des publics éloignés du système de soins, lutter contre leur isolement
- Développer un réseau de partenaires pour orienter les publics suivant leur situation

La réduction des risques (RDR)¹

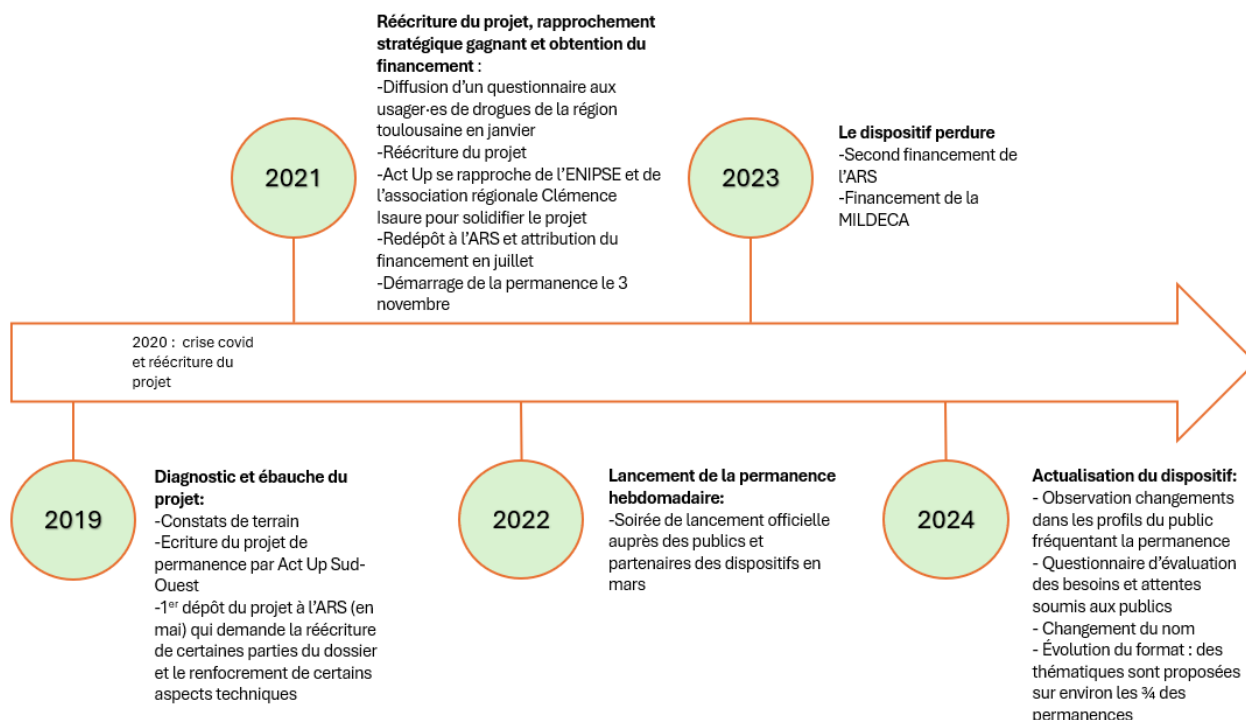
La Réduction des Risques (**RDR**) vise à minimiser les risques qu'encourt la personne, c'est-à-dire les potentielles conséquences négatives des usages de substances psychoactives (risques infectieux, abcès, surdose, etc.) ou des pratiques sexuelles (risques de contaminations par le VIH ou d'autres IST, etc.). Afin de pouvoir faire des choix éclairés, la personne doit disposer d'informations claires et objectives sur les produits consommés et leurs effets, sur les pratiques sexuelles et les risques qui y sont associés, ainsi que sur les moyens efficaces de s'en prémunir.

La prévention combinée (ou diversifiée)¹

La prévention combinée est une stratégie de lutte contre le VIH et les autres IST (Infections Sexuellement Transmissibles). C'est la possibilité de choisir parmi une palette d'outils de prévention celui (ou ceux) correspondant au mieux à sa situation, ses besoins, ses pratiques ou son mode de vie : préservatif, dépistage et traitements.

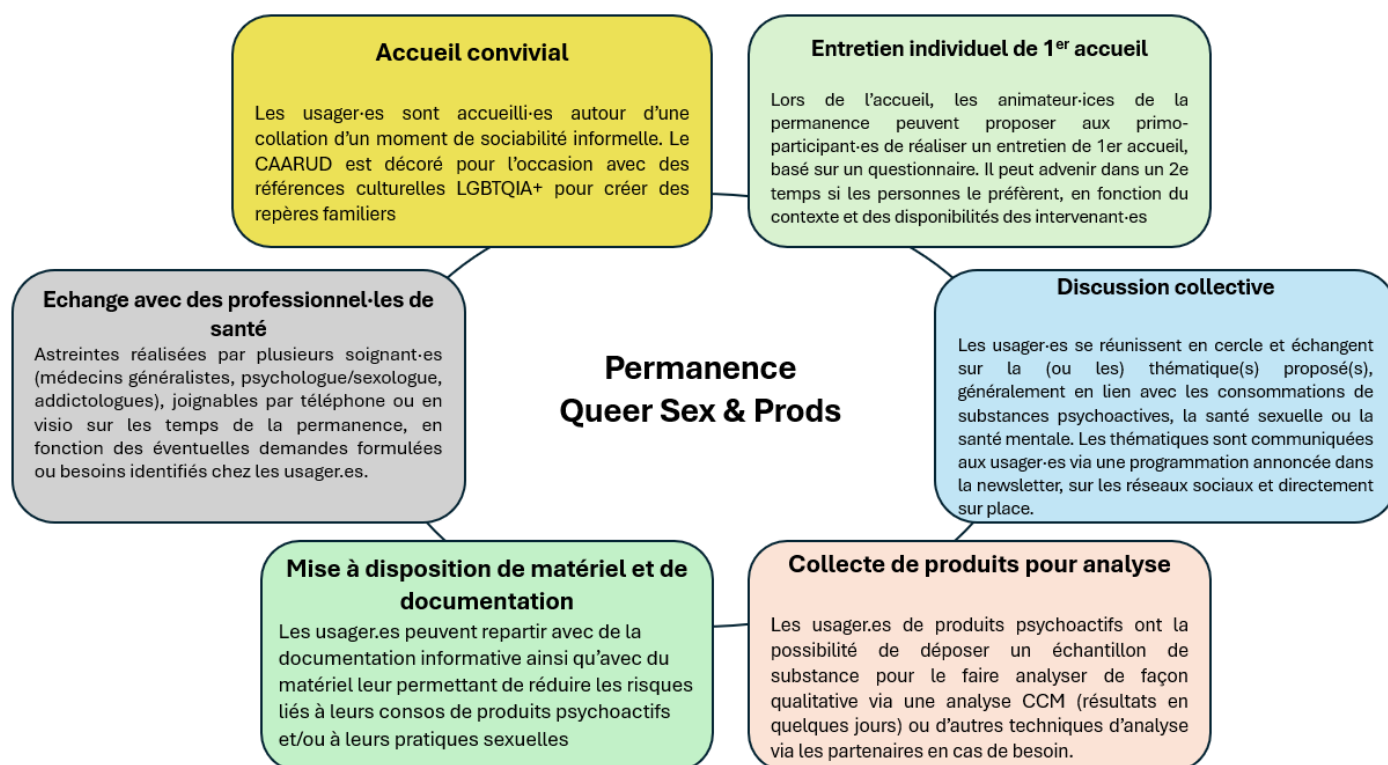
Etapes de développement du projet

L'émergence d'un dispositif aussi inédit qu'ambitieux a pris environ deux ans, entre février 2019 et novembre 2021, date de son lancement effectif. Cela fait donc plus de 2 ans que la permanence existe.



Comprendre le fonctionnement de la permanence en un regard

Ce processus a abouti en 2021 au lancement de la permanence Queer Sex & Prods. Ce dispositif prend la forme d'une nocturne hebdomadaire, chaque mercredi, de 18h 30 à 21h, au CAARUD Intermède, 2 bis rue Clémence Isaure (horaire et lieu - proche du centre-ville - ayant pour but de faciliter la venue des usager-es).



Comment analyser ce dispositif ?

Comment faire venir et revenir les publics LGBTQI+ à une permanence de RDR ?

Mettant les échanges entre pairs au centre de son dispositif, la permanence rend nécessaire la participation d'un nombre suffisant d'usager·es pour produire les bénéfices escomptés. Cette fiche s'attachera notamment à ces enjeux en posant les questions suivantes : *comment favoriser la confiance et l'adhésion des publics LGBTQI+ dans un dispositif pour les y faire entrer ? Comment créer du lien entre des profils multiples aux pratiques hétérogènes pendant une permanence ? Comment garantir une certaine sécurité pour des publics stigmatisés dans la société et le système de santé ? Et ce, dans l'accueil par l'équipe salariée, dans les échanges entre les participant·es et dans l'orientation vers des professionnel·les de santé ? Et comment maintenir la participation et la fidélité dans le temps ?*

Principaux éléments saillants

1. Une alliance d'acteur·rices stratégique

Au départ, Act Up a cherché à porter ce projet seule auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie en 2019, en réponse à l'appel à projets IST - VIH 2019-2022. Le dossier peine à aboutir - l'arrêt des activités durant la crise du Covid jouant dans cette inertie. L'association se rapproche d'autres acteur·rices de Toulouse pour gagner en crédibilité, en légitimité, mais aussi en moyens et en expertise pour renforcer le dossier. Act Up contacte ainsi deux acteurs locaux :

- L'ENIPSE Occitanie, association de santé communautaire LGBTQI+ spécialisée dans les champs de la santé sexuelle et de la santé mentale.
- L'association régionale Clémence Isaure, qui coordonne le Centre d'accueil et d'accompagnement à la Réduction Des Risques pour usager·es de drogues (CAARUD Intermède) qui accueille, écoute et sensibilise les usager·es de drogues actif·ves à la Réduction Des Risques et des dommages, la prévention des maladies infectieuses, l'accès aux soins, et peut également leur apporter un soutien sur le plan social.

Moyens humains et logistiques du projet

Act Up Sud-Ouest

Porteuse du projet qui impulse ses orientations stratégiques et fournit l'essentiel des **moyens humains**, à savoir :

- **1 salariée**, en temps partiel puis à temps plein sur le dispositif : Olivia Campaignolle, coordinatrice des actions de Prévention et de RdR à destination des usager·es de drogues LGBTQI+ (présente chaque semaine)
- **1 à 2 militant·es bénévoles de l'association** (présent·es quasiment chaque semaine)
- **1 des 4 volontaires en service civique** d'Act Up Sud-Ouest (en fonction de leur emploi du temps)

Association régionale Clémence Isaure

Partenaire qui met à disposition des **moyens logistiques et humains** :

- Met à disposition gratuitement le **local du CAARUD Intermède** pour les permanences
- Fournit gracieusement du **matériel de RdR** (kits d'injection, préservatifs, kits roule-ta-paille, préservatifs, etc.)
- Met à **disposition un·e éducateur·ice spécialisé·e** de l'équipe du CAARUD Intermède (chaque semaine), ainsi que pour les réunions liées au développement du projet puis à l'évolution du dispositif

ENIPSE Occitanie

Partenaire qui met à disposition **des moyens logistiques et humains** :

- **1 salarié chargé de prévention** formé notamment à la réalisation de dépistages VIH/VHB/VHC (1 semaine par mois)
- Met à disposition le **local du CeSaMe** (Centre Enipse de ressources en Santé Mentale) pour les séances de sophrologie, ainsi qu'**une salariée du CeSaMe** lors des séances (environ 7 par an)

D'une part, cette alliance fut stratégique : le rapprochement entre Act Up, l'ENIPSE et l'association régionale Clémence Isaure a contribué à valider le financement auprès de l'ARS en 2021. D'autre part, elle a permis de mettre en commun des moyens humains et logistiques : seule, Act Up Sud-Ouest n'aurait pas eu suffisamment de moyens humains pour organiser une permanence physique par semaine. Il faut également souligner que la décision de ses partenaires concernant la non-refacturation des moyens mis au service du projet -initialement prévue pour aider au lancement- s'est prolongée dans le temps faute de financements adéquats.

Une complémentarité des approches...

Bien évidemment, ces partenariats se basent également sur la complémentarité des expertises et le cœur de métier de chacune des associations. En effet, la permanence Queer Sex & Prods est basée sur une approche double car elle vise deux communautés qui se croisent : les personnes LGBTQI+ et les personnes usagères de drogues. En termes d'organisation du travail, cela se traduit par le fait que la permanence est pensée et tenue par des acteur·rices de santé communautaire issu·es à la fois d'associations LGBTQI+ (Act Up & Enipse) et d'une association dédiée aux usager·es de drogues (CAARUD Intermède).

- Les salarié·es ont des profils variés, et toutes disposent d'une formation globale, mais d'expériences et de compétences spécifiques en RDR produits et/ou en santé sexuelle,

dotant le dispositif d'une grande multidisciplinarité et d'une capacité à répondre à des besoins variés ;

- Le trio de structures permet de mutualiser les moyens de chacun et chacune : les usager·es ont ainsi accès à la fois à du matériel de réduction des risques liés aux consommations, aux injections de traitements hormonaux de substitution (THS) et/ou aux pratiques sexuelles ; à la collecte de drogues pour analyse ; ou encore aux tests de dépistage rapide VIH / VHB / VHC (sur chaque permanence, au moins un·e salarié·e est formé·e et donc susceptible de proposer à chacun de ces deux services) ;
- La mutualisation des réseaux de chaque structure est utile pour les usager·es de la permanence : elle permet une orientation des publics vers des professionnel·les de santé ou des services adaptés, que ce soit sur place (professionnel·les de santé joignables par téléphone) ou hors de la permanence.

... Au défi de l'approche communautaire LGBTQI+

Si l'approche de la permanence est doublement communautaire, elle est avant tout un espace en mixité LGBTQI+, c'est-à-dire, réservé aux personnes LGBTQI+. Cette mixité choisie a pour but de garantir un espace sécurisant pour les participant·es (théoriquement exempt de LGBTQI-phobies) et libérateur (liberté de parole entre pairs).

Or, le CAARUD Intermède n'est pas une structure de santé LGBTQI+ et ses salarié·es n'appartiennent pas forcément aux communautés LGBTQI+. Leur présence pose ainsi la question d'une rupture de la mixité et met au défi la permanence de fournir des conditions d'accueil adaptées aux publics LGBTQI+.

Si cette question des conditions d'accueil spécifiques a été pensée en amont entre les trois associations, elle reste un travail permanent. D'un côté, les associations LGBTQI+ bénéficient des savoir-faire en matière de RDR et d'accueil d'usager·es de drogues du CAARUD. De l'autre, les intervenant·es du CAARUD apprennent à accueillir et accompagner dans de bonnes conditions des publics issus des minorités sexuelles et de genre. Cela nécessite un travail d'adaptation des postures et habitudes de travail, ces dernier·es travaillant principalement avec une population cisgenre et hétérosexuelle (ou du moins, présumée et accueillie comme telle).

« Iels ont une expertise sur les questions de réduction des risques addicto' qui est plus poussée que la mienne ou que celle de l'intervenant d'Enipse. Par contre [...] parmi leurs salarié·es, il n'y a pas de personnes LGBT. Ce sont des personnes sensibles à ces questions, mais non concernées [...] donc iels font confiance à notre expertise sur ces sujets-là [...] et globalement, il y a plutôt une tentative de déconstruction de leurs façons de faire aussi parce que forcément tu bosses pas de la même manière auprès d'un public CAARUD « classique » [...] et je pense que beaucoup d'habitudes ou de façons de faire sont questionnées et parfois changées. - Olivia Campaignolle, Coordinatrice des actions de Réduction des Risques à destination des usager·es de drogues LGBTQI+ à Act Up Sud-Ouest

Ces efforts d'adaptation et d'«acculturation» concernent notamment l'apprentissage d'un vocabulaire spécifique ; une vigilance sur la façon de s'adresser aux personnes accueillies (sans préjuger par exemple de leur identité de genre) ; le respect des pronoms utilisés par les usager·es trans et non-binaire de la permanence afin d'éviter de les renvoyer à leur genre assigné à la naissance, que ce soit à l'oral ou sur les questionnaires papier ; ou encore le respect de la circulation égalitaire du temps de parole par les salariés hommes⁸ cisgenres ainsi que le maintien d'une posture plus facilitante que sachante durant les discussions.

Rechercher l'équilibre entre conditions d'accueil spécifiques aux personnes LGBTQI+ et accompagnement spécifique aux usager·es de drogues est donc un défi qui nécessite des ajustements continuels des pratiques des salarié·es présent·es. Celle-ci est permise par les débriefings suivant chaque permanence qui sont sources d'apprentissages réciproques et conduisent les professionnel·les à questionner et adapter leurs pratiques. Chaque structure doit ainsi reconnaître la complémentarité des compétences et des rôles de chacun·e pour proposer un accueil et une prise en charge adaptés aux personnes accueillies.

2. Les stratégies mobilisées pour susciter la confiance des personnes LGBTQI+ usagères de drogues : rompre l'isolement, le non-recours aux soins et/ou l'errance diagnostique

Au-delà de ce travail d'adaptation professionnelle, créer un environnement favorable aux personnes LGBTQI+ utilisant des drogues nécessite de susciter leur confiance pour lever certaines barrières d'accès aux soins.

Lever les barrières d'accès aux soins par la convivialité

La première stratégie est de créer un espace chaleureux pour les personnes. A l'occasion de chaque permanence, l'espace bar du CAARUD où est reçu le public est égayé par de la musique et aménagé avec des guirlandes et des affiches faisant référence aux cultures queer et LGBTQI+. L'objectif est de « démedicaliser » un espace associatif de santé pour rassurer des publics qui vivent ou appréhendent les stigmatisations dans le système de santé et peuvent s'en sentir exclu·es.

⁸ Une [étude menée par les universités Brigham Young et Princeton en 2012](#) montre que les hommes accaparaient ainsi 75 % du temps de parole en réunion.

Par ailleurs, à leur accueil, les publics se voient proposer une collation par l'équipe. Une fois que la personne a pu s'approprier un peu l'espace et semble se sentir suffisamment à l'aise pour s'exprimer, il peut lui être proposé de remplir avec l'un·e des salarié·es un questionnaire 1^{er} accueil. La convivialité est importante pour établir la confiance entre les publics et les organisateur·ices de la permanence :

« Il y a un truc qu'on essaie de maintenir comme fil conducteur, c'est le côté convivialité, cet aspect rassurant, on va dire, du communautaire. Ce côté convivialité, on essaie pas forcément de le mettre en avant outre mesure, mais en tout cas on veut le garder comme un point central dans le parcours. Par exemple quand les personnes arrivent [...] le premier truc qu'on propose c'est est-ce que tu veux grignoter quelque chose, boire quelque chose ? Il y a un peu de la musique aussi. Enfin voilà, on veut garder ce côté chaleureux » - Olivia Campaignolle

Une autre stratégie est de rassurer les personnes en levant certaines craintes qu'elles anticipent vis-à-vis d'une permanence centrée sur la réduction des risques et la consommation de drogues. Les organisateur·ices rappellent par exemple aux participant·es qu'ils et elles n'ont pas obligation de partager certaines expériences :

« Il peut y avoir une crainte de devoir parler de ses consos [...] parce ça peut provoquer de l'anxiété et aussi des prises de conscience parfois [...] Moi quand j'en parle aux gens, je leur dis : mais en fait t'es pas du tout obligé·e de parler de tes consos. Des fois on parle des soirées qui vont se passer bientôt, de comment est-ce qu'on vit telle ou telle chose, de l'actualité, peu importe. Mais il n'y a pas du tout d'injonction à parler de ses consos si on n'en a pas envie ». - Olivia Campaignolle

Ainsi, chacun·e peut se sentir libre de partager ce qu'il ou elle souhaite, dans un environnement accueillant – la convivialité, l'informalité et la sociabilité étant conçues comme des portes d'entrée vers la parole. Une fois à l'aise, la personne peut aller solliciter les différents services proposés par la permanence (matériel de RDR, analyse, dépistages...) et rechercher des informations à différents niveaux : sur la table de documentation, auprès de l'équipe ou auprès des autres usager·es de la permanence.

Favoriser les échanges entre pairs contre l'errance diagnostique

L'intérêt du format permanence est aussi qu'il favorise les échanges entre pairs. Cela passe notamment par des discussions informelles entre des participant·es qui partagent des expériences similaires.

A ce titre, un exemple est éclairant : le cas d'un usager concerné par une interaction médicamenteuse. Cet usager, chemsexeur, prenait un traitement antiépileptique que la prise de

la PrEP⁹ annulait, déclenchant chez lui des crises d'épilepsie. Deux médecins successifs lui avaient affirmé en consultation que cette interaction était impossible et que le déclenchement de ses crises d'épilepsie était dû à ses consommations de produits psychoactifs, sans lui proposer d'autre solution que l'abstinence. Lors de la permanence, la présence d'une autre usagère épileptique lui a permis de parler de sa problématique et d'échanger avec elle sur leurs vécus et les traitements liés à l'épilepsie. Après quoi, l'animatrice d'Act Up présente sur la permanence l'a invité à se déplacer dans le bureau pour joindre le médecin référent par téléphone qui a accueilli sa demande sans juger ses consommations et l'a accompagné vers une réponse médicale adéquate.

Ainsi, la présence de pairs lors de la permanence favorise les phénomènes d'identification et de reconnaissance mutuelle entre les usager·es qui vont évoquer des questions pour lesquelles iels ne trouvent pas de réponse dans le champ médical. Pour les usager·eres de drogues LGBTQI+, le cadre non-jugeant de la RdR permet aussi une réelle écoute de leurs besoins de santé, par des pair·es, et fait émerger des réponses qu'iels ne trouvent pas seul·es dans le champ médical.

3. Les discussions thématiques : un nouveau format bénéfique pour la permanence

Thématiser les permanences pour favoriser la participation et la concordance des profils

La situation mentionnée ci-dessus illustre aussi la nécessité d'une certaine concordance des profils présents sur la permanence. Durant les premières années du dispositif, celle-ci reposait beaucoup sur le hasard et pouvait être problématique en cas de faible participation, comme le décrivait la coordinatrice :

Par ailleurs, des difficultés étaient aussi observées pour faire du lien entre des usager·es

« Au début c'était un peu frustrant, le fait de pas avoir beaucoup de monde parce que moins il y a de monde, moins il y a de possibilités d'échanges de ce type-là. Ou juste on peut ne pas tomber le jour où y a la personne qui va pouvoir avoir l'info que toi tu cherches maintenant, c'est mécanique ». - Olivia Campagnolle

appartenant à différentes communautés (L, G, B, T, I ou autres), à différentes générations d'une même communauté, ou ayant des pratiques très diverses en termes d'usages de drogues. A la suite d'une consultation en ligne des usager·es, il a été envisagé de thématiser¹⁰ ponctuellement

⁹ La PrEP (Prophylaxie pré-exposition) est un traitement préventif qui s'adresse aux personnes séronégatives au VIH, et permet de leur éviter tout risque de contamination par le VIH

¹⁰ Ces thématiques sont par exemple : -Santé mentale et questions liées aux consos de substances psychoactives en tant que personne neuro-atypique/psycho-atypique (avec l'association eqtas.e invitée) ; Conso d'alcool : partage d'expériences, stratégies individuelles, gestion collective ; Consos et consentement ; Solitude et consos ; Prendre soin de sa santé en tant que queers ; Drags & Drugs ; Plaisir et santé sexuelle chez les personnes LGBTQI+ ayant une vulve (avec une étudiante sage-femme invitée) ; Mieux

les permanences, impliquant parfois la participation d'invité·es concerné·es et/ou spécialiste du sujet. L'objectif est de rassembler des personnes autour d'un sujet plus précis pour lequel ils-elles viennent spécifiquement.

Suite à cela, une hausse de la fréquentation a été constatée, ainsi qu'une émulation importante dans les discussions, ou encore la venue de primo-participant·es. Cette thématisation a plusieurs effets. Elle permet : 1) de réunir les usager·es autour d'un intérêt commun ou d'une expérience préalable 2) d'évoquer des sujets qui ne seraient pas forcément apparus sans être thématisés explicitement 3) à des publics jamais venus à la permanence mais concerné·es par les thématiques de se sentir légitimes à pousser la porte du CAARUD.

Favoriser la pair-aidance plutôt que le savoir descendant

De façon plus structurée que les discussions informelles, la discussion thématique permet le partage d'informations, d'expériences personnelles, de vécus, de ressentis ou stratégies relatives à un sujet donné. Si les intervenant·es constituent des ressources en tant qu'animateur·ices de prévention, ils et elles ne se conçoivent pas comme la seule source d'information légitime. Durant les échanges, ils et elles adoptent une posture de facilitation. Celle-ci part du principe que dans certains cas, les participant·es disposent de savoirs expérientiels qui complètent le champ de connaissances des salarié·es de la permanence.

Ainsi, la discussion thématique repose sur la pair-aidance (des publics, bénévoles et/ou salarié·es concerné·es) et la médiation en santé (par les salarié·es) qui facilite la discussion.

Poser un cadre pour sécuriser les échanges entre les participant·es

Lors des discussions thématiques, le rôle de facilitateur·ice des salarié·es passe aussi par la mise en place d'un cadre en début de discussion. Le-la facilitateur·ice prend le temps de se situer en tant que salarié·e et/ou personne de la communauté LGBTQI+ et/ou usager·e de drogues et explique qu'après l'introduction, elle se situera « au-même niveau que tout le monde ». Il-elle rappelle la confidentialité des échanges, la bienveillance, le non-jugement, le respect du temps de parole de l'autre nécessaire à des échanges sereins, ainsi que la possibilité de mettre des trigger warnings¹¹ lorsque les personnes évoquent un sujet qu'ils et elles jugent sensibles pour soi ou les autres.

Ce cadre affirme également que les jugements de valeur ou les propos discriminants n'ont pas leur place ici. Dans les faits, ce cadre n'empêche pas totalement que de tels propos puissent advenir mais si tel est le cas, il permet à le-la facilitateur·ice de s'appuyer sur le cadre pour modérer les propos. D'une part, le cadre met en confiance des publics exposés aux jugements de la société et du corps médical hors de la permanence. D'autre part, il permet de transmettre les principes de non-jugement de la RDR aux usager·es elleux-mêmes.

gérer ses descentes ; Questionner son rapport à la fête et aux consos ; Identifier et savoir réagir face à une overdose ; Se soutenir et s'organiser face à la politique répressive des drogues.

¹¹ Un *trigger warning* ou traumatavertissement en français est un avertissement (souvent écrit, possiblement oral) qui prévient qu'un contenu visuel ou un discours pourrait raviver un traumatisme psychologique à une personne.

L'exemple d'un usager chemsexeur et slammeur¹² permet d'illustrer ce cas :

« C'était un chemsexeur qui slamait des stimulants [...] Il parlait de son expérience, de son rapport à ça et de l'image que ça pouvait renvoyer. Et puis à un moment il dit « ouais enfin bon ça va, je me shoote pas de l'héro non plus ». En fait il n'avait pas du tout réfléchi à l'impact que ça pouvait avoir sur les autres. On lui a donc fait remarquer qu'il y avait potentiellement des personnes injectrices d'héroïne à côté de lui, qu'il ne pouvait pas le savoir, mais que du coup ça pouvait être vécu assez violemment ». - Olivia Campagnolle

Dès lors, le cadre permet aux animateur·ices de la permanence de rappeler des principes de la RDR tels que le non-jugement, ou encore l'importance de ne pas hiérarchiser les drogues ou les différentes pratiques de consommation entre elles. Le but est d'éviter de reproduire des violences qui s'exercent dans l'ensemble de la société, y compris au sein des communautés queer & LGBTQI+, et ainsi de ne pas silencer les personnes qui – pour ces raisons – sont souvent parmi les plus stigmatisées et éloignées du système de soin.

4. Communication et réseau

Être actif·ive sur les réseaux sociaux

Pour communiquer sur l'existence et le contenu de la permanence, Act Up Sud-Ouest utilise une page Instagram dédiée au projet, avec une charte graphique propre et suivie par plus de 950 personnes. La coordinatrice du dispositif mobilise donc des compétences de graphisme et de communication web pour communiquer sur l'agenda, les thématiques et le contenu des permanences, que ce soit via les réseaux sociaux ou par l'envoi d'une newsletter aux usager·es de la permanence, ou encore à des structures partenaires susceptibles de relayer l'information.

Interagir avec le public via des outils en ligne : une forme d'aller-vers numérique

Via la page Instagram du projet, la chargée de projet interagit également avec la communauté de personnes LGBTQI+ usager·es des drogues pour adresser des messages aux publics (événements culturels en lien avec les thématiques de la permanence ou vœux de bonne année par exemple).

Un sondage a également été proposé au public en 2024 pour voter pour le nouveau nom de la permanence, ainsi qu'exprimer son avis sur la permanence actuelle et ses orientations futures. L'objectif était notamment de proposer une offre au plus proche des besoins et attentes des personnes. Le questionnaire a essentiellement été rempli par des usager·es de la permanence

¹² Le « Slam » désigne la consommation de substances psychoactives par voie intraveineuse. C'est un terme spécifiquement utilisé en contexte chemsex.

et des publics démarchés dans le cadre des activités de RDR en milieu festif communautaire de l'association.

Les 113 réponses obtenues ont permis de décider du nouveau nom de la permanence, du maintien du rythme hebdomadaire et ont encouragé la décision de thématiser certaines permanences.

« Je trouve que ça a de l'importance en fait de pouvoir avoir des retours directs des usager·es pour pouvoir construire ou moduler les actions. » - Olivia Campaiggnolle



Post Instagram de Queer Sex & Prods (avant son changement de nom)

Miser sur le bouche-à-oreille et le contact direct auprès des publics

Au-delà des réseaux, les salarié·es, bénévoles et services civiques communiquent à propos de la permanence sur les stands de RDR en milieu festif et la permanence a ponctuellement été délocalisée dans un bar communautaire LGBTQ+ toulousain pour être promue auprès des publics, une forme d'aller-vers physique.

Le bouche-à-oreille joue également un rôle important :

« Il y a aussi le bouche-à-oreille [...] des personnes qui sont déjà venues une fois et qui se sont rendues compte de comment c'était par rapport à ce qu'elles croyaient avant, qui du coup peuvent aussi en parler à d'autres personnes et dire « ouais en fait j'y suis allée franchement c'est sympa, viens » - Olivia Campaiggnolle

Animer un réseau partenarial

Si le dispositif est bien identifié par les associations locales, ainsi que par beaucoup d'usager·es, leur mobilisation passe aussi par sa bonne visibilité auprès des professionnel·les de santé, susceptibles de les orienter vers la permanence, que ce soit des soignant·es en addictologie, en infectiologie ou en santé mentale par exemple.

Ce travail reste actuellement encore à approfondir. Pour cela, il est envisagé la rédaction d'un dossier papier de présentation du dispositif à destination des soignant·es et des structures médico-sociales locales, dont la diffusion sera suivie d'une campagne de phoning individuel et/ou de visioconférences collectives avec les structures et personnes ciblées.

Principaux enseignements

Résultats observés

- Une augmentation du nombre de passages : de 2.79 personnes par permanence en 2021 à 5.44 personnes en 2023 (234 passages). L'adhésion et la fidélité au dispositif ont pu augmenter grâce à l'adaptation constante de sa mise en œuvre ;
- Un changement des profils des usager·es de la permanence : de moins en moins de HSH chemsexuels qui, depuis son ouverture en mai 2023, se dirigent plutôt vers Le Lounge (dispositif spécifiquement adressé aux personnes pratiquant le chemsex mis en place par l'association Aides) ; de plus en plus de personnes transgenres, agenres et non-binaires (38% en 2023) ; le public se rajeunit via la présence des services civiques qui relaient le dispositif auprès de leurs réseaux de connaissances ;
- Une satisfaction des usager·es : 100% des répondant·es du questionnaire d'évaluation se sont senti·es écouté·es par le·la chargé·e de prévention rencontré·e. Ils·elles reviennent en confiance ;
- L'aspect convivial de la permanence suscite une surprise agréable des usager·es comme en témoigne le questionnaire et les échanges entre usager·es et chargé·es de prévention ;
- Un questionnaire en ligne a montré le fort intérêt des publics LGBTQI+ pour le dispositif, même auprès de ceux qui n'y ont pas encore eu recours ;
- Les salarié·es des structures développent de nouveaux savoir-faire et savoir-être concernant les spécificités des publics LGBTQI+, les spécificités du chemsex, les produits psychoactifs et les techniques et postures d'écoute bienveillante ;
- Les usager·es de la permanence développent leur pouvoir d'agir, en trouvant un soutien communautaire et des informations auprès de leurs pairs ;
- Les usager·es ont finalement peu recours aux astreintes de l'addictologue/médecin généraliste et de la psychologue ;
- 15 collectes de produits psychoactifs ont été effectuées pour analyse CCM au sein du CAARUD (+ 6 envois pour analyse via le réseau SINTES) en 2022 et 2023 ;

- Au-delà des discussions, l'accès aux informations des usager·es est favorisé par la mise à disposition de nombreuses brochures informatives augmentant ainsi la littératie en santé ;
- Les usager·es ont un accès direct à du matériel de prévention et réduction des risques liés aux usages de drogues¹³ et à la santé sexuelle¹⁴ ce qui réduit leur vulnérabilité aux risques infectieux ;
- Les usager·es ont parfois recours au dépistage : 6 TROD VIH ; 6 TROD VHC ; 2 TROD VHB ont par exemple été réalisés en 2023.

Freins et leviers

Ci-dessous nous synthétisons les principaux freins et leviers de ce dispositif, détaillés au sein de la fiche ou complémentaires :

Leviers

- Disposer d'un lieu adapté et réservé au dispositif est précieux. De nombreux espaces sont disponibles (accueil, espace bar, coin fumeur, infirmerie) et permettent de s'adapter aux demandes des usager·es ;
- Adopter une approche conviviale permet de démedicaliser le dispositif et son lieu d'accueil et mettre en confiance des publics souvent stigmatisés et donc réfractaires au système de soins ;
- Développer une approche collective et basée sur l'auto-support permet de faire émerger des questions, des solutions et des orientations adaptées aux besoins spécifiques des personnes grâce à la mise en commun des savoirs expérientiels et professionnels ;
- La présence de nombreux·euses salarié·es et bénévoles permet ponctuellement la création de sous-groupes qui favorisent les échanges, plus confortables pour certain·es usager·es ; La multiplicité des services offerts sur la permanence et la posture flexible des professionnel·les permettent également d'adapter l'accompagnement des publics, entre collectif et individuel.
- Adopter une posture de facilitation permet de favoriser l'intelligence collective, la discussion et le partage d'informations entre les pairs ;
- Poser un cadre sécurise les échanges en limitant la reproduction des violences extérieures au sein de la permanence (bienveillance, mise en place de *trigger warnings* sur certains sujets, respecter le temps de parole des autres) ;

¹³ En 2022 et 2023, cela représente 536 carnets de roule-ta-paille ; 20 kits atomiseurs ; 5 kits base ; 36 pipettes 1 mL et 60 seringues non-serties ; 6 rouleaux d'aluminium non traités ; 310 seringues 1CC ou 2CC ; 374 aiguilles ; 7 collecteurs DASRI (2022-23)

¹⁴ En 2022 et 2023, cela représente 426 préservatifs externes, 128 internes, 37 digues dentaires, 270 dosettes de lubrifiant ; 25 tubes de lubrifiant spécial fist ; 11 flacons de nettoyant pour sextoys ;

- Thématiser les discussions collectives permet de créer du commun, une accroche entre des publics hétérogènes. Cela permet également un meilleur ciblage de certains publics selon les thématiques abordées;
- Assurer la présence physique des associations en milieu festif permet de promouvoir le dispositif auprès de publics ne le connaissant pas ;
- Avoir une personne salariée sur environ 25h hebdomadaires dédiées à la coordination du dispositif permet de maintenir rythme d'une permanence par semaine.

Freins

- Le questionnaire d'accueil est relativement long et - en fonction des personnes - un peu trop intrusif pour être proposé dès la première rencontre ;
- La porte du CAARUD doit rester fermée, et il faut donc sonner pour pouvoir y entrer - ce qui peut être intimidant pour des publics ne connaissant pas ce type de structures ;
- Un nom trop long est préjudiciable au bouche-à-oreille et à la bonne identification d'un dispositif ;
- La rupture de la mixité LGBTQI+ peut compromettre la fluidité des échanges ;
- L'approche communautaire LGBTQI+ du dispositif s'adresse à une multiplicité de profils et pratiques. Elle nécessite des aménagements pour créer du lien entre des publics finalement hétérogènes ;
- L'aspect communautaire peut être un obstacle pour certaines personnes : souhait de rester discret·e face à ses pairs, peur d'y croiser ses ex-partenaires ;
- Après 2 ans d'existence, le budget du dispositif reste sous-évalué. La mise à disposition gracieuse d'intervenant·es est toujours d'actualité pour l'ENIPSE et le CAARUD, ce qui limite de fait leur participation aux réflexions et décisions sur les orientations du projet (temps hors terrain, au-delà des permanences). En 2024, des financements complémentaires sont toujours recherchés au-delà de l'ARS et la MILDECA ;
- Le bouche-à-oreille, au-delà de la communication, permet de créer motivation et confiance dans le dispositif mais il prend du temps pour porter ses fruits ;
- La multiplicité des tâches nécessaires au développement du dispositif (communication, traitement des données des questionnaires, développement du réseau de soignant·es) nécessiterait des budgets supplémentaires. La communication est essentielle à l'attractivité et ne doit pas être sous-estimée.

Perspectives

La nouvelle formule thématisée de la permanence fait ses preuves, la fréquentation augmentant. En juin 2024, le dispositif a obtenu la confiance et les financements renouvelés de l'ARS Occitanie et de la MILDECA. L'obtention future de financements complémentaires pourrait permettre un investissement supplémentaire sur les activités de communication, ainsi que sur le développement de son réseau partenarial, auprès des associations, mais aussi des soignant·es et des structures médico-sociales, dans le but de permettre une meilleure identification et orientation des publics concernés vers la permanence.

Pour aller plus loin

- Nagington M., King S., 2022, « [Support, care and peer support for gay and bi men engaging in chemsex](#) », *Health & Social Care in the Community*, 30, 6.
- Jutant S., Pluen S., Zimmermann L., 2023, « [Notre santé nous-mêmes. Comment l'auto-organisation en santé trans peut faire évoluer les pratiques en santé publique](#) », *Revue du Crieur*, 22, 1, p. 24-35.
- Jauffret-Roustide M., 2010, « [L'auto-support des usagers de drogues : concepts et applications](#) », *Rhizome*, n°40, p. 5-6.
- Présentations de la table-ronde « [Actions auprès des consommateur·ices de psychoactifs](#) » de la *Conférence internationale Prendre soin des LGBTI+* des 18 & 19 janvier 2024
- Numéro hors-série "[Santé des minorités sexuelles, sexuées et de genre](#)" de la revue *Santé Publique*, Vol. 34, n°2/2022



Capitalisation
des expériences
en promotion
de la **santé**

Retrouvez plus d'informations sur la capitalisation des
expériences en promotion de la santé sur le portail
CAPS : www.capitalisationsante.fr